



Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires

Le 13 juin, faisons entendre haut et fort nos exigences

L'ensemble des organisations syndicales appellent les salariés du public et du privé à manifester le 13 juin dans toute la France pour obtenir du gouvernement et du patronat d'autres réponses à la crise. De manière inédite, dans une plateforme commune, elles déclinent leurs revendications et leurs propositions pour une autre politique qui place le social au centre des questions économiques. La Fonction publique, le rôle et le statut des fonctionnaires et agents publics sont au cœur de ces enjeux.

En effet, malgré le besoin aujourd'hui évident de plus d'intervention publique pour réguler un système qui mène notre société au bord du chaos et malgré la demande exprimée par une très grande majorité de la population d'un renforcement des services publics pour garantir les solidarités et combattre les inégalités, le gouvernement actuel entend poursuivre sa politique de casse.

Pour les agents de l'Etat quatre bonnes raisons (entre autres) d'être dans la rue le 13 juin prochain.

L'emploi :

Alors que le nombre des chômeurs s'accroît de plusieurs dizaines de milliers chaque mois, le Premier Ministre réaffirme sa volonté de supprimer 30.600 postes en 2009 et 35.000 en 2010 pour la seule Fonction publique de l'Etat.

Cyniquement, le même se félicite que les suppressions de postes effectuées en 2008 soient supérieures de 5.000 au chiffre pourtant déjà considérable (22.000) prévu en loi de Finance.

Les missions :

Dans le prolongement de sa politique de toujours moins d'Etat, le gouvernement accélère la mise en œuvre de la RGPP.

Parallèlement, aux restructurations qui touchent ou vont toucher tous les services et établissements, ce sont des pans entiers de missions qui sont abandonnés ou concédés au privé, sous couvert de simplification administrative ou de mise en conformité avec le droit de la concurrence européenne.

Le Statut :

Considéré comme un obstacle pour la mise en œuvre de ces orientations, le statut des fonctionnaires constitue une cible principale de l'offensive néo libérale. Dans la foulée du rapport SILICANI, une proposition de loi vise à placer tous les agents de la Fonction publique territoriale sous contrat de droit privé.

La Fonction publique de l'Etat n'est pas épargnée et, après le mauvais coup déjà porté, c'est le projet de loi dit de « *mobilité* » qui est inscrit à l'ordre du jour de la commission des lois du 17 juin prochain.

De toute évidence, la majorité gouvernementale envisage de faire passer les mesures rétrogrades de ce projet (intérim, possibilité de licenciement en cas de restructuration, possibilité accrue de recours aux contrats...) dans le courant de l'été.

Salaires :

Pour les rencontres salariales qui doivent se tenir « *avant la fin du printemps* » le gouvernement se refuse d'aborder la question du décrochage du point d'indice par rapport à l'inflation autrement qu'au travers de la GIPA.

Dans le même temps, le tandem WOERTH – SANTINI tente de mettre un terme à la rémunération assise sur la carrière en annonçant coup sur coup leur volonté de généraliser le salaire au mérite et d'instaurer une part de rémunération adossée à la performance collective.

Trop c'est trop. D'autres choix sont possibles et nécessaires

Ces recettes libérales ont fait leurs preuves : ce sont elles qui sont à l'origine de la crise actuelle. D'ailleurs, si de l'avis du plus grand nombre, cette dernière frappe un peu moins la France que la plupart de ses voisins, c'est bien grâce à la Fonction publique et aux services publics.

C'est pourquoi :

- Le Statut général doit être sauvegardé et renforcé, parce qu'il est avant tout une garantie pour les citoyens. Dans ce cadre, le projet de loi dit de « *mobilité* » doit être retiré.
- Les suppressions d'emplois doivent être arrêtées immédiatement et des créations mises en œuvre partout où c'est nécessaire.
- Les traitements et les pensions, à partir de la valeur du point, doivent être augmentés immédiatement et massivement.
- Les réformes nécessaires doivent être conduites dans le seul souci de l'intérêt général et des droits de toute la population, ce qui implique le retrait de la RGPP, machine à démanteler la Fonction publique.

D'autres choix sont possibles, nécessaires et justes à partir d'orientations politiques, notamment fiscales et budgétaires, totalement en rupture avec celles actuellement mises en œuvre.

**POUR FAIRE ENTENDRE NOTRE VOIX MANIFESTONS
TOUS ENSEMBLE LE 13 JUIN 2009**

Montreuil, le 4 juin 2009